



## MARCHE A PROCEDURE FORMALISEE AMENAGEMENTS PAYSAGERS

MARCHÉ N° MNS 2024-06

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

#### Pouvoir adjudicateur :

Musée National du Sport  
6 Allée Camille Muffat  
Stade Allianz Riviera  
06200 Nice  
04.89.22.44.00

#### Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

#### Maître d'œuvre - Architecte paysagiste :

Atelier Jean MUS et compagnie

#### Comptable assignataire :

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

#### Procédure de passation

Marché à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles R21612-2 à 5 du code de la commande publique.

Date limite de remise des offres

Date : 27 décembre 2024

Heure : 12h00

Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Adresse électronique : [marche@museedusport.fr](mailto:marche@museedusport.fr)

**MUSÉE NATIONAL DU SPORT**  
6 allée Camille Muffat - Stade Allianz Riviera - 06200 Nice  
Tél : 04 89 22 44 00  
[www.museedusport.fr](http://www.museedusport.fr)



## Table des matières

Maître d'œuvre - Architecte paysagiste : .....	1
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	2
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 - PRESENTATION DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	9
ARTICLE 5 – VISITE SUR SITE.....	9
ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DU DCE ET CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 7 – CRITERES D'ATtribution .....	10
ARTICLE 8 – DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT LORS DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE .....	11
ARTICLE 9 – MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	11

2

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation vise à désigner l'équipe chargée de réaliser des travaux d'aménagement paysager sur une parcelle située face au musée national du sport.

Ils consistent à la création d'un jardin de plein air, composé :

- Une promenade et parcours sportif ;
- Des terrains de pétanque ;
- Des plantations d'arbres ;
- Des zones enherbées ;

Ces travaux comprennent :

- Les plans d'exécution des différents ouvrages ;
- La mise en chantier ;
- Les terrassement et voiries ;
- Les Travaux horticoles ;
- Les Travaux d'arrosage ;
- Les plans de récolement des ouvrages exécutés ;
- Les garanties des ouvrages exécutés et des végétaux telles que définies au présent C.C.T.P.

#### Chef de projet :

Atelier Jean MUS et compagnie

MNS 2024-06 – Aménagements paysagers

**MUSÉE NATIONAL DU SPORT**

6 allée Camille Muffat - Stade Allianz Riviera - 06200 Nice

Tél : 04 89 22 44 00

[www.museedusport.fr](http://www.museedusport.fr)



Le coût dédié au marché MNS 2024-05 Aménagements paysagers ne devra pas excéder la somme de **158 000 TTC**.

Ce budget comprend l'ensemble des travaux détaillés dans le CCTP.

3

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Mode d'appel à la concurrence

Le présent marché est passé selon une procédure ouverte (Article R2161-2 à 5).

### 3.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.3 Pièces constitutives du dossier de consultation

Le dossier de consultation du Musée National du Sport est remis gratuitement aux candidats admis à présenter une offre et comprend les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement, ainsi que ses éventuelles annexes (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et éventuelles ses annexes (CCTP) ;
- Le dossier technique ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.



### Dossier dématérialisé :

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

En application de l'article 2132-2 du Code de la Commande publique, cette mise à disposition s'effectue sur un profil d'acheteur sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence. Les soumissionnaires y auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence le cas échéant.

### 3.4 Langue devant être utilisée

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre, doivent être rédigés en langue française.

### 3.5 Modification de détail au dossier de consultation

Des modifications de détail pourront être apportées au plus tard quinze jours avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.6 Dispositions générales

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents



### 3.7 Mode de dévolution du marché

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature individuellement ou sous la forme d'un groupement (formulaire DC 1).

5

En cas de groupement :

- Un membre du groupement est désigné dans le formulaire DC1 et l'acte d'engagement comme mandataire,
- Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant en tant que candidats individuels ou en tant que membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement.

En cas de défaillance du mandataire d'un groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut et dans un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient mandataire du groupement.

### 3.8 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de rémunération est prévu au Cahier des Clauses Administratives Particulières. Les dépenses émises dans le cadre du marché sont réglées après achèvement et validation de chacune des phases par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R2191-1 à R 2191-26 du code de la commande publique, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Les dépenses sont inscrites au budget de l'établissement public du Musée National du Sport.

## **ARTICLE 3 - PRESENTATION DE LA CONSULTATION**

### 3.1 Dossier de consultation

#### **3.1.1 La liste des documents à fournir**

##### **3.1.1.1 La situation juridique**

- La lettre de candidature (DC1)
- Le pouvoir habilitant le signataire à engager juridiquement la société



- La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;
- La déclaration sur l'honneur précisant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction à concourir aux marchés publics ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- Le formulaire DC2.

6

Dans le cas où le candidat retenu ne pourrait produire ces attestations et certificats dans le délai prescrit, son offre devra être rejetée. De plus, le marché peut être résilié en cas d'inexactitude des renseignements ainsi exigés.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et DC 4 (Déclaration de sous-traitance) sont téléchargeables via le lien ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces formulaires devront comporter la signature électronique de la personne habilitée à engager à la société.

Le dossier de candidature devra impérativement s'appuyer sur les formulaires DC1 et DC2 (disponibles sur le site à l'adresse précitée) étant précisé que l'ensemble des rubriques y figurant devra être renseigné au minimum sous la forme d'un renvoi explicite à tel ou tel document figurant dans le dossier.

En cas de candidature groupée, il est attendu un DC2 pour chaque membre du groupement et un DC1, acte de candidature qui désigne clairement si :

- le mandataire est habilité à représenter le groupement auquel cas il signe seul le DC1, y joint les habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement et liste desdits membres dans la rubrique E du DC1 ;
- Si cette habilitation n'existe pas, dans ce cas, chacun des membres du groupement remplit et signe, chacun pour ce qu'il le concerne, la rubrique E d'un DC1 commun.

Les candidats doivent être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne, avoir leur siège central ou leur domicile dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Économique européen, ou dans un autre Etat ayant conclu avec l'Union européenne un accord sur les marchés publics leur permettant de postuler dans le cadre de la présente consultation.

Les candidats indiquent ces éléments ainsi que ceux relatifs à leur statut juridique au minimum (enregistrement à un registre du commerce ou de la profession, statut...), en renseignant la rubrique C et E du DC2.



Ces formulaires devront comporter la signature électronique de la personne habilitée à la société.

Les candidatures devront être déposées sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### 3.1.1.2 Les références requises

- Une présentation des références du ou des candidats dans le domaine objet de la présente consultation (en cours ou exécutées ces dernières années) indiquant le montant ainsi que les noms et coordonnées des clients concernés (public ou privés), accompagnés idéalement de photos ou illustrations (support papier ou numérique).
- La présentation de l'équipe pouvant intervenir sur les prestations décrites au CCTP : Le candidat joint les profils des membres de l'équipe qu'il propose pour l'exécution du marché.

### 3.1.1.3 Les éléments contextuels

- Un dossier présentant les grands principes retenus et la méthodologie
- Un planning de réalisation détaillé défini au CCTP afin qu'ils puissent cadrer et détailler leur planning de réalisation)
- Une lettre d'engagement sur les délais de réalisation

### 3.1.1.4. Eléments administratifs

**Les éléments administratifs à produire sont les suivants :**

- Dossier complet, c'est-à-dire comprenant l'ensemble des documents, déclarations attestations ;
- La projection de **l'estimation financière détaillée des travaux (DPGF)** selon l'enveloppe dédiée au projet et compatible avec le budget fixé par le Musée National du Sport.
- **L'acte d'engagement** complété, paraphé sur chacun des pages, daté et signé par le représentant habilité du titulaire ;
- **En cas de sous-traitance** : le soumissionnaire doit fournir à l'appui de son offre, la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier l'exécution de certaines prestations. À cet effet, l'acte d'engagement comporte en annexe une demande d'acceptation du sous-traitant, qui est à formuler pour chaque sous-traitant, accompagnée des pièces suivantes :
  - Le projet de contrat de sous-traitance ; Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise ;
  - La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;





- La déclaration précisant que le candidat ne fait pas l’objet d’une interdiction de concourir aux marchés publics ou règles d’effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
  - L’attestation précisant que les prestations seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D8222-7 du code du travail ou règles d’effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
  - L’attestation sur l’honneur précisant que le sous-traitant ne fait pas l’objet au cours des cinq dernières années, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8231-1, L8241-1 et L 8251-1 du code du travail ou règles d’effet équivalent pour les candidats non établis en France,
  - La déclaration sur l’honneur pour justifier que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au regard de la législation du pays dont il est membre ;
  - La déclaration (DC4) que le sous-traitant met les moyens de sa société à la disposition de l’entreprise titulaire pour exécuter les prestations du marché ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières** : ce cahier est à accepter sans aucune modification et toutes les pages doivent être paraphées par le soumissionnaire, puis daté et signé à la dernière page ;
  - **Un dossier technique** dont le contenu est précisé au point 3.1.1.3 du présent règlement de la consultation ;
  - **Le candidat retenu devra fournir un relevé d’identité bancaire ou postal.**

#### 3.1.1.4. Qualité et développement durable

Il est demandé au candidat de démontrer les modalités qu’il souhaite mettre en œuvre dans l’exécution des prestations en faveur de la qualité et du développement durable. L’offre du candidat peut décrire **par exemple** :

- le dispositif qualité ;
- la sensibilisation pour la réduction des consommations d’énergie et de fluides ;
- l’utilisation de consommables et produits non nocifs pour l’environnement,
- les prestations comprises au forfait permettant par exemple la réduction des consommations d’énergie.





#### ARTICLE 4 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent poser des questions écrites relatives au dossier. Ces questions devront être adressées au service chargé de la consultation avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Il ne sera répondu à aucune question posée oralement.

- Pour les renseignements d'ordre administratif :  
Frédérique Devaux, secrétaire générale  
[Frederique.devaux@museedusport.fr](mailto:Frederique.devaux@museedusport.fr)
- Pour les renseignements d'ordre technique et scientifique :  
Atelier Jean MUS  
[Contact@atelierjeanmus.fr](mailto:Contact@atelierjeanmus.fr)

Chaque concurrent sera informé de l'ensemble des questions posées et des réponses données. L'ensemble des questions réponses sera mis en ligne sur la plateforme du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### ARTICLE 5 – VISITE SUR SITE

Les candidats peuvent effectuer une visite des lieux d'exécution de la consultation.

Pour se rendre sur le site, pour des raisons de sécurité, les candidats devront justifier de leur identité et adresser **les noms, prénoms et pièces d'identité** par mail :

[Frederique.devaux@museedusport.fr](mailto:Frederique.devaux@museedusport.fr)

Secrétaire générale

04 89 22 44 05 – 06 03 16 83 37



## ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DU DCE ET CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

**Le DCE est disponible** sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les offres doivent être déposées** sur la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

## ARTICLE 7 – CRITERES D’ATRIBUTION

**Les critères d’attribution sont les suivants :**

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération (En %)</i>
<b>Critère 1 : Qualité technique et méthodologique jugée sur la base de la note technique</b>	<b>40</b>
<b>Critère 2 : Le montant</b>	<b>40</b>
<b>Critère 3 : Le sourcing des végétaux</b>	<b>15</b>
<b>Critère 3 : La clause environnementale</b>	<b>05</b>

L’attention des concurrents est attirée sur le fait que **toute offre incomplète sera immédiatement rejetée sans être analysée.** Il en sera de même si elle ne respecte pas les obligations légales et imposées par le pouvoir adjudicateur.



Concernant les pièces financières (DPGF), l'incomplétude, la modification ou une mention rajoutée sans l'aval du Pouvoir Adjudicateur entrainera le classement de la proposition du candidat en tant qu'offre irrégulière, elle sera donc rejetée sans être analysée.

#### **ARTICLE 8 – DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT LORS DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

11

- Les pièces prévues par le formulaire d'information du candidat retenu (NOTI1),
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (si ces éléments ne sont pas déjà demandés dans le cadre du NOTI1) ou documents équivalents en cas de candidat étranger

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

#### **ARTICLE 9 – MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT**

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.  
Règlement par virement.